

## BILLETS D'AFRIQUE N° 1 SEPTEMBRE 1993

### « BILLETS D'AFRIQUE » VOUS SALUE BIEN...

« *Billets d'Afrique, et d'ailleurs* » a un objectif précis : contribuer à **achever** un système de coopération rongé jusqu'à la corde par l'affairisme et le cynisme, en ne lâchant pas les baskets de ceux qui seraient tentés de le perpétuer. Trop de gens, ici et là-bas, sont empêchés d'agir, alors qu'ils voudraient engager leur énergie, leur enthousiasme, dans un « contrat de génération », être partenaires dans la construction, non pas d'un monde parfait, mais d'un monde vivable.

Le système actuel ne tient plus que par son opacité. Il est plus que nécessaire aujourd'hui de faire la lumière sur les bonnes et les mauvaises actions de la coopération. Nous avons pour cela besoin de témoignages : ceux des acteurs d'une coopération authentique - en activité ou à la retraite ; ceux des observateurs ou des victimes de ses dévoiements.

En diffusant largement ces témoignages, nous espérons sensibiliser et faire réagir les Français - financeurs de l'Aide Publique au Développement et derniers juges de son utilisation. Celle-ci consiste trop souvent, selon la formule de José Artur, « à prendre l'argent des pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres » (en commissionnant au passage quelques puissants des pays riches). Les contribuables ne sont sans doute pas tout à fait d'accord avec cette définition ; quant aux citoyens, ils conçoivent sans doute autrement l'action de leur pays, et l'image qui en résulte.

### SALVES

#### Priorités

4 % seulement de l'Aide Publique au Développement (APD) française va aux priorités du développement humain : éducation de base, soins de santé primaire, accès à l'eau potable et assainissement, nutrition, planification familiale.

On observe par contre un lien étroit entre le volume d'APD reçue par un pays et celui de ses achats d'armes. (PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1992, p. 79)

Simple coïncidence, la France vient d'accéder au rang envié de 2° fournisseur d'armes aux pays du Tiers Monde (*Canard enchaîné* du 04/08/1993).

#### Développement aérien

Pour 2,8 millions de F. l'an, la coopération française paye depuis 3 ans les 3 pilotes (français) de l'avion présidentiel Falcon 50 offert par la France au Président rwandais Habyarimana (*Libération* du 22/03/1993).

#### Envol de billets d'Afrique

La déclaration de Pierre Messmer sur la dévaluation du CFA, a fait fuir en quelques jours, du seul Gabon, plus de 5 milliards de CFA. Avis de coup de vent sur les valises à billets !

#### Multi-cartes

Non content de bâtir une fortune colossale en détournant l'APD reçue par son pays, et ses produits miniers, le général Mobutu émergeait aussi depuis 30 ans à la CIA. Il n'y a pas de petits profits (*Canard enchaîné*, 04/08/1993).

#### Un bienfait est parfois perdu

L'APD sert massivement à des échanges de bons procédés avec les États africains. Mais ces cadeaux très intéressés n'ont pas toujours l'efficacité attendue. Un diplomate français avoue ainsi : « Nous ne pouvons pas payer les fins de mois ivoiriennes et sourire quand les Américains piquent nos parts de marchés ». (*Jeune Afrique* n° 1701).

### POINTS D'INTERROGATION

- Selon le Ministre de la Coopération, en matière de politique africaine, la préoccupation de stabilité à moyen terme l'emporte sur toute autre considération. Les Eyadema, Mobutu, Babangida ou Habyarimana, envers lesquels la France conserve un faible, sinon quelque faiblesse, sont-ils des piliers de la stabilité en Afrique, ou des fomenteurs d'anarchie ?

- Combien de milliards de l'APD se contentent de traverser Paris, ou simplement un couloir du Ministère des Finances ? Une part croissante des 43 milliards de l'APD consiste en fait en de simples jeux d'écriture : le Trésor rembourse les dettes impayables à la Caisse Française de Développement ; pendant des années, il va inscrire au budget les échéances des dizaines de milliards de dettes annulées (mais pas encore financées).

### ILS ONT DIT

« Les comptes de la Banque Mondiale sont excellents. Elle prête beaucoup d'argent à des gens surendettés [...]. Et ça marche, puisqu'ils remboursent - parfois, comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire avec l'argent de la France. Mais ça, à juste titre, la Banque ne veut pas le savoir ». (*Louis SANMARCO, ancien responsable de sociétés franco-africaines, Jeune Afrique, 26 mai 1993*)

« On distingue deux chapitres de la coopération : l'aide projet (routes, écoles ...) et l'aide structurelle, qui consiste simplement à combler les déficits budgétaires. [...] En réalité, l'aide structurelle renforce simplement les hommes en place. » (*Pierre MESSMER, ancien Premier Ministre - Jeune Afrique, 7 juillet 1993*)

« L'aide de la France en faveur de l'Afrique est assujettie à des considérations un peu trop mercantilistes et néocoloniales, souvent au mépris de toute exigence d'éthique politique ou morale. » (*Christiane TAUBIRA-DELANON, député de la Guyane - Jeune Afrique Économique n° 170*).

« Aujourd'hui, les idées bougent et l'Afrique mérite que les Européens s'y intéressent, et cela autrement qu'au travers des réseaux troubles de la coopération dont les bénéficiaires ne vont pas forcément au développement des plus pauvres. » (*Alain MADELIN, Ministre des Entreprises et du Développement économique*).

## À FLEUR DE PRESSE

**La Croix**, 4 février 1993 (Hugues Portelli) : « Au nom d'un réalisme enraciné, en fin de compte, dans le cynisme et le mépris, les pouvoirs en place sont reconnus et soutenus jusqu'à ce qu'ils s'écroulent [...].

Une telle politique est non seulement scandaleuse dans la mesure où elle maintient les populations africaines sous la dépendance de pouvoirs corrompus, mais également inadmissible puisqu'elle entretient dans les institutions françaises une zone d'ombre échappant à tout contrôle, sauf lorsqu'un scandale particulièrement évident est mis à la connaissance du public.

Les régimes africains sont souvent corrompus et condamnables. Mais la politique à conduire envers ces États nécessite d'abord une remise en cause totale des conditions troubles de sa gestion en France.

**Libération**, 2 février 1993 (Stephen Smith) : « En termes d'efficacité politique, les quelque 26 milliards d'aide publique que la France dépense par an pour l'Afrique constituent donc, littéralement, des fonds perdus. Ils le sont d'autant plus qu'on évalue à seulement 5 % la part de cette aide promouvant, effectivement, le développement en terre africaine. Le « reste », c'est à dire presque tout, est dévoyé, détourné, ristourné vers la France ou planqué sur des comptes numérotés en Suisse. [...]

À Kinshasa, la radio nationale est installée dans un complexe démesuré en béton qu'à l'époque « on a dû construire parce que le président Giscard avait insisté personnellement », comme le formule, pudiquement, un proche du maréchal Mobutu. Détail troublant : dans la direction de l'entreprise à qui fut confié le contrat travaillait alors un « parent » du chef de l'État français ...

Ailleurs, en Côte-d'Ivoire par exemple, le fils de l'actuel président, Jean-Christophe Mitterrand, s'est également fait le promoteur d'intérêts commerciaux qui ne relevaient pas de l'État. Personne n'y a trouvé à redire, tant il était entendu que, dans notre « pré carré », ces « coups de pouce » aidaient à faire flotter le pavillon français.

**Le Monde**, 30 juin 1993 (Jean-Pierre Tuquoi) : Les adversaires de la politique française d'aide et de coopération seront satisfaits. Le Conseil Économique et Social leur donne raison et préconise, à son tour, de la changer de façon radicale [...].

Premier constat déroutant : « Il est quasiment impossible d'établir un bilan de l'aide française ». [...] « Certaines informations ont un caractère "sensible" et ne sont pas rendues publiques », constate sobrement le rapport. Pour y remédier, il préconise une meilleure information via une annexe à la loi de finances (« Elle devrait faire apparaître par pays en développement le montant des sinistres subis par la COFACE », l'assurance-crédit des entreprises) et, au-delà, la création d'une « instance d'évaluation ».

La politique de coopération souffre également du flou de ses objectifs. « Que veut-on privilégier ? une certaine conception de la solidarité entre les nations ? Notre rôle de puissance sur la scène internationale ? La francophonie ? Nos intérêts commerciaux et financiers ? ». L'incapacité à apporter une réponse claire à ces questions se retrouve dans le système français de coopération qui est d'une complexité sans équivalent dans le monde industrialisé.

## LIRE

Serge MICHAÏLOF (sous la direction de) *La France et l'Afrique, Vade-mecum pour un nouveau voyage*, Karthala - 1993

Quand la haute fonction publique et les meilleurs praticiens du développement décrètent la fin du clientélisme, quels mercenaires trouveraient encore ceux qui voudraient prolonger la dérive mafieuse de la politique franco-africaine ? Les hommes et les idées sont là, parés pour un nouveau voyage. Ce vade-mecum est un guide séduisant, et nous succomberions volontiers aux charmes de l'aventure ainsi proposée.

Sylvie BRUNEL, *Le gaspillage de l'aide publique*, Le Seuil - 1993

De ce fougueux balayage des écuries d'Augias de l'« aide » française, on n'extraira qu'une phrase : « Tout se passe comme si l'argent de l'aide publique était trop utile à la Realpolitik pour servir à lutter contre la pauvreté ».

SURVIE, *Question(s) à 40 milliards, Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'Aide Publique au Développement sans jamais oser le demander*, 1993

Enquête sur les dessous d'une aide « publique » sans vertugadin.